

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 83.
N° 7.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
N° EPERERA 1934.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET ANNONCES

ANNONCES ET AVIS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger.	61 fr.	37 fr.	20 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

Annonces judiciaires : la ligne.	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.	1 50
Annonces commerciales et avis divers :	4 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.	1 40

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1933		Pages
	ACTES DU POUVOIR CENTRAL	
30 décembre	Décret relatif aux frais de traitement, d'entretien et de rapatriement des marins du commerce délaissés pour cause de maladie ou de blessure (Arrêté de promulgation n° 178 s. g., du 19 mars 1934)	152
1934		
26 janvier	Loi tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat, suivi de l'errata publié au J.O.R.F. du 4 février 1934, page 1138 (Arrêté de promulgation n° 179 c., du 19 mars 1934)	143
26 janvier	Décret modifiant le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour allouées aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux (Arrêté de promulgation n° 180 c., du 19 mars 1934)	146
26 janvier	Décret nommant M. Saintol Juge de paix à compétence étendue de Raiatea (Etablissements français de l'Océanie)	146
6 février	Décret portant approbation d'un arrêté du 2 décembre 1933 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ouvrant des crédits supplémentaires et annulant des crédits au budget local de l'exercice 1933 (Arrêté de promulgation n° 172 c., du 16 mars 1934)	146
	Distinctions honorifiques	147

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

16 mars	Arrêté n° 173 s. g., fixant les lieux interdits au nommé Kemp-Terituaahu condamné à la peine de l'interdiction de séjour	147
17 mars	Arrêté n° 177 s. g., déléguant à M. Le Boucher (Alexandre), Secrétaire Général, le pouvoir d'ordonnement des recettes et des dépenses des budgets exécutés et comptes tenus dans la Colonie et le chargeant des fonctions de censeur de la Banque de l'Indochine	147
19 mars	Arrêté n° 181 s. g., fixant pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 1934 les pourcentages à appliquer aux tarifs de l'annexe B du décret du 8 septembre 1912 (Marine marchande)	148
19 mars	Décision n° 182 c., concernant l'organisation de la justice de paix à compétence ordinaire de l'archipel des Marquises Nord (Taiohae)	148
19 mars	Arrêté n° 185 c., nommant le Médecin-Capitaine Benoit, Administrateur des Iles-Sous-le-Vent et le chargeant du Service médical de cet archipel	148
19 mars	Arrêté n° 187 c., nommant le Médecin-Capitaine des Troupes coloniales hors-cadre Benoit, Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa	149

23 mars	Décision n° 189 s., affectant provisoirement au service général de l'Hôpital de Papeete le Médecin-Commandant Morin des Troupes coloniales en qualité d'adjoint du Chef du Service de Santé	149
26 mars	Décision n° 193 i. p., accordant une bourse de vacances à des élèves de l'Ecole Centrale	149
26 mars	Arrêté n° 197 i. c., relatif au renvoi dans leurs foyers des militaires de la 2 ^e fraction de la classe 1932	149
26 mars	Arrêté n° 198 i. c., relatif à l'incorporation de la 1 ^{re} fraction des militaires de la classe 1933	150
26 mars	Arrêté n° 207 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la Colonie du 1 ^{er} avril au 30 juin 1934, pour les produits d'exportation	150
26 mars	Décision n° 208 i. p., relative à l'attribution de bourses d'enseignement à l'Ecole Centrale	150
26 mars	Décision n° 213 s. g., portant suspension pour une année du permis de conduire les voitures automobiles du sieur Ofa a Tuma-taaroa	151
26 mars	Arrêté autorisant la formation d'une association agricole à Tautira	151
26 mars	Arrêté autorisant la formation d'une association agricole à Vairao	151
	Extraits	151

AVIS OFFICIELS

Secrétariat Général 2 ^e Bureau. — Enquête de commodo et incommodo	152
Trésorerie de Tahiti. — Avis de concours pour l'emploi de commis de 4 ^e classe de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie	152
Secrétariat Général, 1 ^{er} Bureau. — Avis à MM. les exportateurs de café	153
Secrétariat Général, 1 ^{er} Bureau. — Avis à MM. les exportateurs de bananes sèches	153
Transfert des propriétés. — Avis au public	153
Transfert des propriétés. — Demandes de vente	153

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Statistiques commerciales (année 1933)	155
Résumé des Observations Météorologiques du mois de janvier 1934	156

DIVERS

Annonces judiciaires	153
Annonces commerciales et avis divers	155

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 178 s. g., promulguant dans la Colonie le décret du 30 décembre 1933 qui proroge jusqu'au 31 décembre 1934 la durée d'application des décrets des 8 septembre 1912 et 15 février 1919.

(Du 19 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire M.M. n° 61 (Marine Marchande) en date du 12 janvier 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué, dans les Établissements français de l'Océanie, pour y être exécuté suivant ses forme et teneur, le décret du 30 décembre 1933, prorogeant jusqu'au 31 décembre 1934, la durée d'application :

1^o Du décret du 8 septembre 1912, fixant le tarif des frais de traitement et de rapatriement des marins du commerce délaissés hors de France pour cause de maladie ou de blessure ;

2^o Du décret du 15 février 1919, autorisant les autorités maritimes coloniales et consulaires à appliquer provisoirement des taux de majoration aux prix fixés par le tarif annexé au décret susvisé du 8 septembre 1912.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

Frais de traitement, d'entretien et de rapatriement des marins du commerce délaissés pour cause de maladie ou de blessure.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 30 décembre 1933.

Monsieur le Président,

Un décret du 30 décembre 1932 avait prorogé, pour une période d'un an, la durée d'application, d'une part, des dispositions de l'art. 4 du décret du 31 août 1927 et d'autre part des dispositions du décret du 15 février 1919, autorisant les autorités maritimes, coloniales et consulaires, à majorer provisoirement le tarif annexé au décret du 8 septembre 1912, pour les frais de traitement et de rapatriement des marins du commerce délaissés hors de France pour cause de maladie ou de blessure.

Cette nouvelle prorogation a permis à l'administration de la marine marchande de préparer un projet de tarif définitif des frais dont il s'agit, destiné à se substituer à ceux annexés aux décrets susvisés des 8 septembre 1912 et 31 août 1927.

Mais les fluctuations de la livre sterling et du dollar sur le marché des changes ont faussé les éléments de ce travail et rendraient d'une application difficile le nouveau tarif établi.

D'autre part, la mise en vigueur de ce tarif paraît pouvoir être différée sans inconvénient, étant donné qu'en vertu d'un projet de loi, en cours d'examen devant le Parlement et portant révision de certains articles du code du travail maritime, mon administration aura prochainement à préparer un règlement d'admini-

nistration publique dans lequel devront être codifiées toutes les règles auxquelles auront à se conformer les autorités maritimes, coloniales et consulaires en matière de délaissement forfaitaire.

Dans ces conditions, j'ai été conduit à envisager une nouvelle prorogation de la procédure exceptionnelle de modification périodique des tarifs qui a déjà donné lieu au décret précité du 31 décembre 1932.

Tel est l'objet du décret ci-annexé que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction et qui a reçu l'adhésion du conseil d'Etat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Ministre de la marine
marchande,

EUGÈNE FROT.

DÉCRET

(Du 30 décembre 1933.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de la Marine Marchande,

Vu les articles 79 à 90 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime ;

Vu le décret du 8 septembre 1912 fixant le tarif des frais de traitement et de rapatriement des marins du commerce délaissés hors de France pour cause de maladie ou de blessure ;

Vu le décret du 15 février 1919 autorisant les autorités maritimes, coloniales et consulaires à appliquer provisoirement des taux de majoration aux prix fixés par le tarif annexé au décret du 8 septembre 1912 ;

Vu le décret du 31 août 1917 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 85 de la loi précitée du 13 décembre 1926 ;

Vu le décret du 30 décembre 1932 portant prorogation jusqu'au 31 décembre 1933 des dispositions de l'article 4 du décret du 31 août 1927, relatives à la modification périodique des tarifs forfaitaires applicables au traitement, à l'entretien et au rapatriement des marins du commerce débarqués pour cause de maladie ou de blessure ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est prorogé jusqu'au 31 décembre 1934 la durée d'application de l'article 4 du décret du 31 août 1927 dont les dispositions ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 1933 par le décret du 30 décembre 1932, qui a autorisé le Ministre chargé de la marine marchande à apporter, selon les circonstances, aux prix fixés par le tarif B annexé audit décret, des majorations ou des réductions tenant compte de la variation des dépenses afférentes au traitement des marins du commerce délaissés dans un port de France par suite de maladie ou de blessure.

Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1934 la durée d'application :

1^o Du décret du 8 septembre 1912 dont les dispositions ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 1933 par les décrets des 31 août 1927 et 30 décembre 1932 fixant le tarif des frais de traitement et de rapatriement des marins du commerce délaissés hors de France pour cause de maladie ou de blessure, à l'exception du tableau A annexé audit décret ;

2^o Du décret du 15 février 1919 dont les dispositions ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 1933 par les décrets des 31 août 1927 et 30 décembre 1932, autorisant les autorités maritimes, coloniales et consulaires à appliquer, provisoirement, des taux

de majoration aux prix fixés par le tableau annexé au décret sus-visé du 8 septembre 1912.

Art. 2. — Le Ministre de la marine marchande est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de la marine marchande.

Fait à Paris, le 30 décembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la marine
marchande,

EUGÈNE FROT.

ARRÊTÉ n° 179 c., promulguant dans la Colonie la Loi du 26 janvier 1934 sur l'espionnage.

(Du 19 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 c du 10 septembre 1931;

Vu la circulaire ministérielle n° 286 D.G. du 1^{er} février 1934,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulguée dans la Colonie la Loi du 26 janvier 1934 tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat (J.O.R.F. du 29, 30 janvier 1934, page 915) suivie de l'errata publié au (J.O.R.F. du 4 février 1934, page 1138).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

LOI tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat.

(Du 26 janvier 1934.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — Sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 100 fr. à 5.000 fr. :

1° Tout individu qui aura livré ou communiqué, soit en France ou dans les colonies françaises, soit en pays étranger, en tout ou en partie, à une personne non qualifiée pour en prendre livraison ou connaissance, les objets, matériels militaires ou maritimes, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements secrets d'ordre militaire, diplomatique ou économique, intéressant la défense ou la mobilisation économique du territoire national, des colonies françaises ou des pays placés sous le protectorat de la France ou la sûreté extérieure de l'Etat, et qui lui auront été confiés ou dont il aura eu connaissance soit officiellement, soit en raison de son état, de sa profession ou d'une mission dont il aura été chargé ;

2° Tout individu qui, se trouvant dans l'un des cas prévus au paragraphe précédent, aura, sans autorisation de l'autorité compétente, par un procédé quelconque, en tout ou en partie, publié ou divulgué les objets, matériels militaires ou maritimes, plans, cartes, écrits, documents, ainsi que les renseignements visés ci-dessus ou en aura pris une copie, un calque ou une photographie, publié ou divulgué des renseignements relatifs auxdits

objets, matériels militaires ou maritimes, plans, cartes, écrits ou documents.

Si les délits prévus aux deux paragraphes précédents sont commis soit par une personne servant ou ayant servi à quelque titre que ce soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, ou par un fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement ou ancien fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement auquel lesdits objets, matériels militaires ou maritimes, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements ont été confiés ou qui en a eu connaissance en raison de sa fonction, l'amende pourra être portée à 10.000 fr.

Art. 2. — Sera puni d'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de 500 fr. à 5.000 fr. tout individu qui, sans se trouver dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, se sera procuré lesdits objets matériels, militaires ou maritimes, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements, ou en aura eu connaissance totale ou partielle, et les aura livrés ou communiqués, en tout ou en partie, soit en France ou dans les colonies françaises, soit en pays étranger, à d'autres personnes non qualifiées à cet effet.

La divulgation, la publication ou la reproduction, à l'aide d'un procédé quelconque, par les individus visés au présent article, de tout ou partie desdits objets, matériels militaires ou maritimes, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements, sans autorisation écrite de l'autorité compétente sera punie de la même peine.

Art. 3. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 300 fr. à 3.000 fr. tout individu qui, sans qualité pour en prendre livraison ou connaissance et sans justifier d'un motif légitime, se sera procuré, en tout ou en partie, lesdits objets, matériels militaires ou maritimes, plans, cartes, écrits, documents, photographies, reproductions ou dessins desdits objets.

Lorsque l'infraction aura été commise dans un but d'espionnage la peine d'emprisonnement sera de trois ans à cinq ans et l'amende de 2.000 fr. et 5.000 fr.

Art. 4. — Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 fr. à 2.000 fr. ou de l'une de ces peines seulement celui qui, par négligence ou inobservation des règlements, aura laissé détruire, soustraire ou enlever, même momentanément, tout ou partie desdits objets, matériels militaires ou maritimes, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements qui lui étaient confiés ou qui en aura laissé prendre connaissance ou copie ou reproduction, par un procédé quelconque, en tout ou en partie.

Art. 5. — Sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 1.000 fr. à 5.000 fr. :

1° Tout individu qui, à l'aide d'un déguisement ou d'un faux nom ou en dissimulant sa qualité, sa profession ou sa nationalité, se sera introduit soit dans une place forte ou un ouvrage quelconque de défense, un poste, un service, un dépôt, un magasin ou un parc militaire de matériel, de munitions ou d'approvisionnement de l'armée ou de la marine, un bâtiment de guerre en service ou en construction ou dans tout autre établissement militaire ou maritime, soit dans un navire de commerce, un établissement ou chantier industriel, organisé ou employé par l'autorité compétente dans l'intérêt de la défense nationale ou de la sûreté extérieure de l'Etat ;

2° Tout individu qui, à l'aide d'un déguisement ou d'un faux nom, ou en dissimulant sa qualité, sa profession ou sa nationalité, aura levé des plans, reconnu des voies de communication ou des moyens de correspondance ou de transmission à distance

ou recueilli des renseignements secrets intéressant la défense du territoire ou la sûreté extérieure de l'Etat.

Lorsque les infractions prévues aux alinéas 1^o et 2^o ci-dessus auront été commises, même sans se déguiser, ou sans dissimuler sa qualité, sa profession ou sa nationalité, ou sans prendre un faux nom, mais dans un but d'espionnage, le délinquant sera puni d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 2.000 fr. à 5.000 fr.

Sera également puni des peines prévues à l'alinéa qui précède, tout individu qui, sans même se déguiser, ou sans dissimuler sa qualité, sa profession ou sa nationalité, ou sans prendre un faux nom, mais dans un but d'espionnage, aura organisé ou employé un moyen quelconque de correspondance ou de transmission à distance.

Art. 6. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 fr. à 1.000 fr. celui qui, sans autorisation de l'autorité militaire ou maritime compétente, aura pris des photographies ou exécuté des dessins, levés ou opérations topographiques dans un rayon de dix kilomètres autour d'une place forte, d'un ouvrage quelconque de défense nationale ou d'un établissement militaire ou maritime ; celui qui aura édité ou vendu ou distribué des reproductions de ces vues, levés, dessins, plans ou cartes.

S'il est établi que les infractions prévues au présent article ont été commises dans un but d'espionnage, la peine d'emprisonnement sera de trois ans à cinq ans et l'amende de 2.000 fr. à 5.000 fr.

Art. 7. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 fr. à 100 fr. :

1^o Celui qui, pour reconnaître un ouvrage quelconque de défense, un service, un dépôt, un magasin ou un parc militaire de matériel, de munitions ou d'approvisionnement de l'armée ou de la marine, aura escaladé ou franchi soit les revêtements ou les talus des fortifications, soit des murs, barrières, palissades ou autres clôtures établies sur le terrain militaire ;

2^o Celui qui, sans permission de l'autorité compétente ou à défaut de tout autre motif jugé plausible, aura pénétré soit dans un ouvrage quelconque de défense, un service, un dépôt, un magasin ou un parc militaire de matériel, de munitions ou d'approvisionnement de l'armée ou de la marine, un bâtiment de guerre en service ou en construction ou dans tout autre établissement militaire ou maritime, soit dans un navire de commerce, un établissement ou chantier industriel qu'il savait être organisé ou employé par l'autorité compétente dans l'intérêt de la défense nationale ou de la sûreté extérieure de l'Etat.

S'il est établi que les infractions prévues au présent article ont été commises dans un but d'espionnage, la peine de l'emprisonnement sera de trois ans à cinq ans, et celle de l'amende de 2.000 fr. à 5.000 fr.

Art. 8. — Toute tentative de l'un des délits prévus par les articles 1^{er} 2, 3 et 5 sera considérée comme le délit lui-même.

Il en est de même pour les délits prévus aux articles 6 et 7, à la condition que les actes constituant la tentative aient été accomplis dans un but d'espionnage.

Art. 9. — Sera puni d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 2.000 fr. à 5.000 fr. celui qui, dans un but d'espionnage, aura provoqué à commettre ou offert de commettre un des délits prévus aux articles 1^{er}, 2, 3, 5, 6 et 7, même lorsque cette provocation ou cette offre n'auront pas été suivies d'effet.

Art. 10. — Sera puni comme complice et passible des mêmes pénalités toute personne qui, connaissant les intentions des auteurs des délits prévus par la présente loi, leur aura fourni sub-

sides, moyens d'existence, logement, lieu de retraite ou réunion, ou qui aura sciemment recélé les objets ou instruments ayant servi ou devant servir à commettre ces délits, ou qui aura sciemment porté leur correspondance ou facilité sciemment d'une manière quelconque aux auteurs des délits la recherche, le recel, le transport ou la transmission des objets, matériels, plans, cartes, écrits, documents ou renseignements visés à l'article 1^{er} et au paragraphe 2 de l'article 5 ou des copies, levés, photographies, reproductions quelconques visés aux articles 3, 4 et 6.

Art. 11. — Sera exempt de la peine qu'il aura personnellement encourue le coupable qui, avant la consommation de l'un des délits prévus par la présente loi, en aurait donné connaissance aux autorités administratives ou de police judiciaire. L'exemption de la peine sera seulement facultative si la dénonciation est intervenue après la consommation du délit, mais avant toute poursuite commencée. Pourra également être exempt de la peine qu'il aura personnellement encourue, le coupable de l'un des délits prévus par la présente loi qui, même après les poursuites commencées, aura procuré l'arrestation d'autres coupables co-auteurs ou complices.

Art. 12. — Tout individu qui, ayant eu connaissance de renseignements relatifs à des enquêtes ou informations en cours au sujet d'un délit prévu par la présente loi, les aura divulgués de manière à nuire à la défense nationale ou à la sûreté extérieure de l'Etat sera passible d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 300 fr. à 3.000 fr.

Ces pénalités pourront être portées à un maximum de cinq ans d'emprisonnement et de 5.000 fr. d'amende si cette divulgation a été commise dans le but de soustraire un délinquant à l'action de la justice, ou si l'auteur a eu connaissance de ces renseignements en raison de sa fonction, de son état, de sa profession ou d'une mission dont il aura été chargé. La révocation, la destitution ou la cassation s'ensuivront de plein droit et seront mentionnées dans le jugement de condamnation.

Art. 13. — Le tribunal appelé à connaître de la poursuite aura la faculté d'interdire, en tout ou partie, la reproduction des débats relatifs aux délits prévus par la présente loi, toutes les fois que cette reproduction pourrait présenter un danger pour la défense du territoire ou la sûreté extérieure de l'Etat.

S'il a ordonné le huit-clos, tout compte rendu total ou partiel des débats pour lesquels il aura été ordonné sera interdit de plein droit.

Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements qui pourront toujours être publiés.

Toute infraction auxdites interdictions sera punie d'un emprisonnement de dix jours à un mois et d'une amende de 1.000 fr. à 5.000 fr.

La poursuite aura lieu conformément aux prescriptions des articles 42, 43, 44 et 49 de la loi du 29 juillet 1881.

Art. 14. — La poursuite de tous les délits prévus par la présente loi aura lieu devant le tribunal correctionnel et suivant les règles édictées par le code d'instruction criminelle.

Toutefois, à l'égard des militaires, marins ou assimilés, la compétence reste déterminée conformément aux codes de justice militaire des armées de terre et de mer.

Dans les territoires déclarés en état de siège, les juridictions militaires pourront connaître des délits prévus par la présente

loi, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 9 août 1849, modifiée par la loi du 27 avril 1916, sur l'état de siège.

Les indigènes sujets ou protégés seront soumis à la même juridiction que les citoyens français et les étrangers.

Art. 15.— Indépendamment des peines édictées par la présente loi, le Tribunal pourra prononcer, pour une durée de cinq ans au moins et de vingt ans au plus, l'interdiction de tout ou partie des droits civiques, civils et de famille énoncée en l'article 42 du code pénal, ainsi que l'interdiction de séjour prévue par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.

La peine accessoire de la relégation pourra être prononcée contre les individus condamnés en vertu de la présente loi à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, à la condition que l'infraction ait été commise dans un but d'espionnage et qu'ils aient encouru, dans une période de moins de dix ans, une autre condamnation à plus d'un an d'emprisonnement par application de la loi du 18 avril 1886 ou de la présente loi.

Lorsque des militaires appartenant aux armées de terre ou de mer en qualité d'officiers, de sous-officiers ou assimilés seront condamnés, pour infraction prévue aux articles 1^{er}, 3, 5, 6, 8 à 10-12 de la présente loi, la destitution ou la cassation de leur grade s'ensuivront de plein droit et seront mentionnées dans le jugement de condamnation.

Les peines prononcées par application de la présente loi compteront pour la relégation, concurremment avec les peines prononcées pour les délits énumérés dans les paragraphes 2 et 4 de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885.

Art. 16.— La confiscation des matériels, plans, cartes, écrits, documents, copies, levés, photographies, vues, reproductions, appareils de transmission et autres objets visés par les dispositions de la présente loi, sera ordonnée dans tous les cas, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils appartiennent ou non au condamné.

La rétribution reçue par le coupable ou le montant de la valeur de cette rétribution, lorsque celle-ci n'aura pu être saisie, seront également déclarés acquis au Trésor par le jugement.

Pour le recouvrement des condamnations prononcées en vertu des dispositions ci-dessus, à défaut de confiscation, le Trésor public a un privilège général qui prend rang entre les numéros 1 et 2 de l'article 2101 du code civil.

Art. 17.— En temps de guerre, toutes les infractions visées par la présente loi seront déferées aux tribunaux militaires ou maritimes qui pourront prononcer la peine de détention chaque fois qu'il sera établi que l'infraction a été commise dans un but d'espionnage, sans préjudice des peines plus fortes qui pourraient être prévues en matière d'infractions aux lois sur la sécurité extérieure de l'Etat, par le code pénal, par les codes de justice militaire pour l'armée de terre ou pour l'armée de mer, ou par l'article 3 de la loi du 14 novembre 1918 tendant à assurer plus complètement la répression des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Art. 18.— L'article 463 du code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 19.— La loi du 18 avril 1886 est abrogée.

Art. 20.— La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies françaises.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 26 janvier 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil
Ministre de l'intérieur,
CAMILLE CHAUMONT.

Le Garde des sceaux, Ministre
de la justice,

EUGÈNE RAYNALDY.

Le Ministre des affaires
étrangères,
PAUL-BONCOUR.

Le Ministre de la guerre,
EDOUARD DALADIER.

Le Ministre de la marine,
ALBERT SARRAUT.

Le Ministre des colonies,
LUCIEN LAMOUREUX.

Loi tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat.

Errata au Journal officiel du 30 janvier 1934 :

Reproduire comme suit les mots ou membres de phrases mal imprimés :

Page 915, 2^e colonne, 1^{re} ligne, lire : « intéressant la défense ou la mobilisation » ; 13^e ligne, lire : « un procédé quelconque » ; 15^e ligne, lire : « les objets matériels militaires » ; 21^e ligne, lire : « matériels militaires » ; 23^e ligne, lire : « prévus aux » ; 24^e ligne, lire : « soit par » ; 28^e ligne, lire : « public, agent » ; 52^e ligne, lire : « individus visés » ; 56^e ligne, lire : « sans autorisation ».

Page 916, 2^e colonne, 11^e ligne, lire : « qui, ayant eu » ; 18^e ligne, lire : « de six mois à trois ans » ; 22^e ligne, lire : « 5.000 fr. d'amende » ; 25^e ligne, lire : « a eu connaissance de » ; 33^e ligne, lire : « de la poursuite » ; 62^e ligne, lire : « des armées de terre ».

ARRÊTÉ n° 180 c., promulguant dans la Colonie le décret du 26 janvier 1934 modifiant le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités de route et de séjour.

(Du 19 mars 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 c du 10 septembre 1931,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur le décret du 26 janvier 1934 modifiant le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour allouées aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux (J.O.R.F. du 1^{er} février 1934, page 1037).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCRET modifiant le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour allouées aux fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

(Du 26 janvier 1934.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour allouées aux fonctionnaires et agents des services coloniaux et les textes subséquents qui l'ont modifié,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le tableau figurant à l'alinéa 1^{er} de l'article 12 du décret du 3 juillet 1897 susvisé est complété comme suit :

Position 1^o, 2^e colonne (terme que l'allocation ne peut excéder), ajouter :

« La prolongation ou le renouvellement de la mission ne peut ouvrir de nouveaux droits à l'intéressé qui a perçu déjà l'indemnité pendant trois mois ».

Art. 2. — L'article 13 du décret du 3 juillet 1897 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. — L'indemnité de séjour n'est acquise qu'au cas d'un séjour temporaire ou de durée indéterminée, survenu par ordre, hors du lieu où l'officier, le fonctionnaire, employé ou agent civil ou militaire des services coloniaux ou locaux est en service normal ou hors de la résidence antérieurement notifiée comme telle au service chargé d'administrer le fonctionnaire durant les congés, la disponibilité, les maintiens par ordre, les expectatives d'admission à la retraite, etc. »

« § 2. — L'indemnité de séjour ne peut être payée pendant plus de trois mois dans un même lieu de résidence. »

« § 3. — Dans aucun cas l'officier, fonctionnaire, employé ou agent civil ou militaire des services coloniaux ou locaux, résidant à Paris, ne peut y cumuler l'indemnité de séjour et l'indemnité de résidence. »

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 4. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 janvier 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

LUCIEN LAMOUREUX.

DÉCRET nommant M. Saintol, Juge de paix à compétence étendue de Raiatea (Etablissements français de l'Océanie).

(Du 26 janvier 1934.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre des colonies et du garde des sceaux, Ministre de la justice,

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale ;

Vu l'avis de la commission permanente de discipline de la magistrature coloniale,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — M. Saintol, Juge d'instruction au tribunal de 2^e classe de Saint-Denis (Réunion), est nommé Juge de paix à compétence étendue de Raiatea (Etablissements français de l'Océa-

nie), en remplacement de M. Roche, précédemment nommé Président du Tribunal de 3^e classe de Basse-Terre.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 janvier 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

LUCIEN LAMOUREUX.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

EUGÈNE RAYNALDY.

ARRÊTÉ n° 172 c., promulguant dans la Colonie le décret du 6 février 1934 approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires et l'annulation des crédits au Budget Local de l'exercice 1933.

(Du 16 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 c du 10 septembre 1931,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur le décret du 6 février 1934 portant approbation d'un arrêté du 2 décembre 1933 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ouvrant des crédits supplémentaires et annulant des crédits au Budget Local de l'exercice 1933 (J.O.R.F. du 9 février 1934, page 1291).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCRET portant approbation d'un arrêté du 2 décembre 1933 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie ouvrant des crédits supplémentaires et annulant des crédits au Budget local de l'exercice 1933.

(Du 6 février 1934.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre de la France d'outre-mer ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 1933 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant ouverture des crédits supplémentaires et annulation de crédits au Budget local de l'exercice 1933,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé l'arrêté susvisé du 2 décembre 1933 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant ouverture de 100.000 fr. de crédits supplémentaires et annulation de 100.000 fr. de crédits au Budget local de l'exercice 1933.

Art. 2. — Le Ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*

de la République française, au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 février 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la France d'outre-mer,

HENRY DE JOUVENEL.

Récompenses honorifiques aux Instituteurs et Institutrices des colonies.

(J.O.R.F. du 19 janvier 1934, page 517).

Arrêté ministériel du 31 décembre 1933.....

2^e Groupe — Colonies autres que les Antilles.

Mention honorable:

M.M.....

Thomas (Jean), Océanie.

Distinctions honorifiques

Chevaliers du Mérite Agricole.

Arrêté ministériel du 20 janvier 1934.....

MM. Lehartel, Hyppolyte, Alfred, Agriculteur à Papara.

Agnié, Taru, Agriculteur à Teavaro-Teaharoa.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 173 s.g., fixant les lieux interdits au nommé Kemp Teriituahu condamné à la peine de l'interdiction de séjour.

(Du 16 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le jugement du Tribunal de 1^{re} Instance de Papeete en date du 24 janvier 1933, condamnant le nommé Kemp Teriituahu à la peine d'un an d'emprisonnement et cinq années d'interdiction de séjour;

Vu l'arrêté n° 682 s.g., du 31 octobre 1933 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 347 s.g., du 15 mai 1931 fixant les lieux interdits aux condamnés à la peine de l'interdiction de séjour;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est interdit au nommé Kemp Teriituahu de résider ou de séjourner à Tahiti, tant que durera l'interdiction de sé-

jour prononcée contre lui, soit du 21 février 1934 au 21 février 1939 inclusivement.

Art. 2. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 177 s.g., déléguant à M. Le Boucher (Alexandre), Secrétaire Général, le pouvoir d'ordonnancement des recettes et des dépenses des budgets exécutés et comptes tenus dans la Colonie et le chargeant des fonctions de censeur de la Banque de l'Indochine.

(Du 17 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, notamment l'article 104;

Vu la circulaire ministérielle (colonies) n° 41, du 5 septembre 1919;

Vu les statuts constitutifs de la Banque de l'Indochine, annexés à la loi du 31 mars 1931, portant renouvellement du privilège de cet institut d'émission, notamment l'article 59;

Vu l'arrêté n° 960 c., du 29 décembre 1931, sur les indemnités;

Vu la décision n° 545 s.g., du 27 juin 1932, désignant M. Brunet (Jean), Chef du bureau des Finances, ordonnateur délégué, pour remplir les fonctions de censeur administratif intérimaire de la succursale de la Banque de l'Indochine de Papeete et de la Caisse Agricole;

Vu la décision n° 605 s.g., du 11 juillet 1932, désignant M. Crève-Cœur (Maurice), Commis principal du Secrétariat Général, pour remplir les fonctions de Sous-chef du bureau des Finances;

Vu l'arrêté n° 482 s.g., du 11 juillet 1933, déléguant à M. Brunet (Jean), Chef du bureau des Finances, le pouvoir d'ordonnancement des recettes et des dépenses des budgets exécutés et comptes tenus dans la Colonie;

Vu le décret du 9 décembre 1933, déléguant dans les fonctions de Secrétaire Général du Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie M. Le Boucher (Alexandre), Sous-chef de bureau à l'Administration Centrale du ministère des colonies;

Vu l'arrivée de M. Le Boucher dans la Colonie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Délégation du pouvoir d'ordonnancement est confiée à M. Le Boucher (Alexandre), Secrétaire Général du Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie, pour les recettes et les dépenses des budgets : colonial, local, spéciaux et annexes et de tous comptes de trésorerie.

Art. 2. — Délégation du pouvoir de signer toutes pièces justificatives de l'ordonnancement des recettes et des dépenses des budgets exécutés et comptes tenus dans la Colonie, notamment les certificats administratifs, est également confiée à M. Le Boucher.

Art. 3. — M. Le Boucher aura droit à l'indemnité de quatre mille francs (4.000 frs). pour supplément de fonctions, prévue au tableau A de l'arrêté n° 960 c., du 29 décembre 1931, susvisé.

Art. 4. — M. Le Boucher est désigné pour remplir les fonctions de censeur administratif de la succursale de la Banque de l'Indochine à Papeete.

Art. 5. — M. Brunet (Jean), Chef des bureaux des secrétariats généraux des colonies, Chef du 1^{er} bureau (finances et matériel),

aura droit à l'indemnité de *deux mille six cents francs* (2.600 frs) pour supplément de fonctions, prévue au tableau A de l'arrêté n° 960 c., du 29 décembre 1931, susvisé.

Art. 6. — Les décisions et arrêté susvisés n° 545 s.g. du 27 juin 1932 ; 605 s.g. du 11 juillet 1932 et n° 482 s.g. du 11 juillet 1933, sont rapportés.

Art. 7. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 181 s.g., fixant pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1934 les pourcentages à appliquer aux tarifs de l'annexe B du décret du 8 septembre 1912 (Marine Marchande).

(Du 19 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Papeete	1 ^{er} terme du forfait Frais d'hospitalisation				2 ^{me} terme du forfait A la sortie d'hôpital				3 ^{me} terme du forfait Frais de rapatriement			
	1 ^{re} catégorie	2 ^{me} catégorie	3 ^{me} catégorie	4 ^{me} catégorie	1 ^{re} catégorie	2 ^{me} catégorie	3 ^{me} catégorie	4 ^{me} catégorie	1 ^{re} catégorie	2 ^{me} catégorie	3 ^{me} catégorie	4 ^{me} catégorie
Pourcentage de majoration	150 %	150 %	150 %	233 %	295 %	300 %	525 %	525 %	137 %	183 %	147 %	126 %

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera,

Papeete, le 19 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 182 c., concernant l'organisation de la justice de paix à compétence ordinaire de l'archipel des Marquises Nord (Taiohae).

(Du 19 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et règles de procédure dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'article 6 de l'arrêté du 23 mars 1869 concernant les frais de justice et les droits de greffe ;

Vu l'arrêté du 26 février 1934 portant création de justices de paix à compétence ordinaire et notamment la justice de paix de Taiohae ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 1931 sur les suppléments de fonctions et indemnités diverses ;

Vu l'arrêté du 9 juin 1933 réglementant le mode de versement au Trésor par les greffiers-notaires ou Agents faisant fonctions de notaires ;

Vu la décision n° 553 c du 25 août 1933 nommant le Médecin-lieutenant Bouisset des Troupes coloniales, Chef de la circonscription des Marquises Nord ;

Vu la décision n° 333 c du 3 mai 1933 désignant M.M. Terahitiarii a Aunoa, Agent télégraphiste auxiliaire et Vallès (François) Agent auxiliaire faisant fonctions d'agent de police, le premier comme

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 8 septembre 1912, fixant le tarif des frais de traitement et de rapatriement des marins du commerce délaissés hors de France pour cause de maladie ou de blessure ;

Vu le décret du 15 février 1919, autorisant les autorités maritimes coloniales à appliquer provisoirement des taux de majoration aux prix fixés par le tarif du décret du 8 septembre 1912 ;

Vu le décret du 30 décembre 1933 qui a prorogé jusqu'au 31 décembre 1934 la durée d'application des décrets des 8 septembre 1912 et 15 février 1919,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du décret susvisé du 8 septembre 1912 pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1934, sont les suivants :

greffier-notaire, le second comme officier du ministère public aux Marquises Nord ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Médecin-lieutenant des Troupes coloniales Bouisset (Antoine) Chef de la circonscription des Marquises Nord, est nommé Juge de paix à compétence ordinaire à Taiohae.

Il percevra, à ce titre, une indemnité annuelle de *mille huit cents francs* (1.800 frs).

Avant d'entrer en fonctions, il prêtera par écrit, le serment prescrit par la loi.

Art. 2. — M.M. Terahitiarii a Aunoa et Vallès (François) agents auxiliaires sont maintenus dans leurs fonctions, le premier en qualité de greffier-notaire et le second en qualité de ministère public.

En conséquence, la décision les concernant, en date du 3 mai 1933, sera à nouveau, exécutée en sa forme et teneur.

Avant d'entrer en fonctions, ils prêteront devant le Juge de paix de Taiohae, le serment prescrit par l'article 30 du décret susvisé du 21 novembre 1933.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 185 c., nommant le Médecin Capitaine Benoit, Administrateur des Iles Sous-le-Vent et le chargeant du Service médical de cet archipel.

(Du 19 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la décision n° 237 c du 4 avril 1931 affectant le Médecin-commandant Le Gall aux Iles Sous-le-Vent;

Vu la décision n° 518 c du 24 juillet 1931 déterminant les attributions du Médecin chargé du Service médical des Iles Sous-le-Vent;

Vu l'arrêté n° 716 c du 17 août 1932 nommant le Médecin-commandant Le Gall, Administrateur des Iles Sous-le-Vent;

Vu l'arrêté n° 960 c du 29 décembre 1931 sur les suppléments de fonctions et indemnités diverses;

Vu le départ en fin de séjour colonial du Médecin-commandant Le Gall;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le Médecin-capitaine Benoit est nommé Administrateur des Iles Sous-le-Vent, en remplacement du Médecin-commandant Le Gall en instance de départ en congé pour France et à compter du jour de l'embarquement d'Uturoa pour Papeete du Médecin-commandant Le Gall.

Art. 2.— Il est en outre chargé du Service médical et des fonctions ci-dessous donnant droit à indemnités prévues au tableau A annexé à l'arrêté n° 960 c du 29 décembre 1931 susvisé.

Chargé de l'Assistance médicale indigène,

Médecin arraisonneur à Raiatea.

Le Médecin-capitaine Benoit aura droit au supplément de fonctions prévu au tableau A comme chef d'une circonscription administrative et aux frais de représentation prévus au tableau J de l'arrêté n° 960 c du 29 décembre 1931 susvisé modifié par l'arrêté n° 698 s.g. du 12 août 1932.

Art. 3.— La passation des Services se fera dans les formes réglementaires.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 187 c., nommant le Médecin-capitaine des Troupes coloniales hors cadre Benoit, Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa.

(Du 21 mars 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 17 décembre 1931 créant la Commune mixte d'Uturoa et notamment l'article 3;

Vu la décision n° 185 c du 19 mars 1934 nommant M. le Médecin-capitaine Benoit, Administrateur des Iles Sous-le-Vent,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est nommé Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa (île Raiatea) le Médecin-capitaine des Troupes coloniales hors cadre Benoit, Administrateur des Iles Sous-le-Vent, pour compter de sa prise de commandement de cet archipel.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 189 s., affectant provisoirement au service général de l'Hôpital de Papeete le Médecin-commandant Morin des Troupes coloniales en qualité d'adjoint du Chef du Service de Santé.

(Du 23 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrivée dans la Colonie du Médecin-commandant Morin des Troupes coloniales;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Le Médecin-commandant Morin des Troupes coloniales est affecté provisoirement au service général de l'Hôpital de Papeete en qualité d'adjoint du Chef du Service de Santé à compter du 17 mars 1934.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete le 23 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 195 i. p., accordant une bourse de vacances à des élèves de l'Ecole Centrale.

(Du 26 mars 1934)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 7 de l'arrêté local du 11 décembre 1931 réorganisant la concession des bourses d'enseignement;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement:

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Une bourse entière d'enseignement spéciale pour la durée des vacances de décembre 1933 à février 1934 est accordée à chacun des boursiers des archipels dont les noms suivent:

Lichtle, Joseph	(Marquises)
Viriamu, Fareviriamu	(Tubuai)
Flores, Nicolas	(Tubuai)
Hurautua, Timeri	(Rurutu)
Teinaore, Tere	(Rurutu)
Tamarii, Ariivahine	(Marquises)

Art. 2.— La dépense est imputable au chapitre 12, article 10, paragraphe 1 du budget local.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 197 i.c., relatif au renvoi dans leurs foyers des militaires de la 2^{me} fraction de la classe 1932.

Du 26 mars 1934.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu l'arrêté local du 26 novembre 1927, relatif à la durée de la présence effective sous les drapeaux des militaires du recrutement local ;

Vu la dépêche ministérielle colonies n° 447 1/1 du 15/4/28,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Les militaires de la 2^{me} fraction de la classe de 1932, actuellement sous les drapeaux, seront envoyés en permission complémentaire le 15/4/34, en attendant leur passage dans la disponibilité.

Art. 2.— Le Capitaine Commandant le Détachement d'Infanterie Coloniale et le bureau-annexe du recrutement de Tahiti est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué, partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 26 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 198 i.c., *relatif à l'incorporation de la 1^{re} fraction des militaires de la classe 1933.*

(Du 26 mars 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu le décret du 13 mai 1928 sur l'application de l'article 2 de la loi du 31 mars 1928 ;

Vu la dépêche ministérielle Colonies n° 447 1/1 du 13 avril 1928 fixant les dates d'incorporation des contingents ;

Vu l'arrêté du 17 janvier 1931 n° 24 I.C. relatif au recensement et à la révision de la classe 1931 (liste A) et à l'arrêté local n° 85 I.C. du 27 janvier 1932, relatif au recensement et à la révision de la classe 1931 (liste B),

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'incorporation de la 1^{re} fraction de la classe 1933 aura lieu le 15 avril 1934 sur ordre individuel adressé à chacun des intéressés.

Art. 2.— Le Capitaine Commandant le Détachement d'Infanterie Coloniale et le bureau-annexe du recrutement de Tahiti est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 26 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ n° 207 d., *fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la Colonie du 1^{er} avril au 30 juin 1934, pour les produits d'exportation.*

(Du 26 mars 1934.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1928, modifié par celui du 15 mai 1931, instituant une mercuriale officielle dans les Etablissements Français de l'Océanie ;

Vu le procès verbal de la Commission des Mercuriales en date du 22 mars 1934.

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— La Mercuriale officielle des produits d'exportation pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 1934, est fixée ainsi qu'il suit :

Vanille de toutes qualités	le kilo.....	17 f 50
Coprah local.....	la tonne.....	400 "
Coprah en transit.....	" "	450 "
Nacre.....	" "	1.500 "
Noix de coco en coque...	le mille.....	175 frs.
Kapock égrené.....	le kilo.....	3 50
Kapock non égrené.....	" "	2 frs.
Feuille de bambou.....	la feuille.....	0 20
Café décortiqué.....	le kilo.....	4 frs.
Fungus.....	" "	6 50
Bêches de mer (tripang)	" "	5 frs.
Rhum	le litre.....	3 frs.
Sucre (cassonnade).....	la tonne.....	1650 frs.

Art. 2.— Le Chef du Service des Douanes et Contributions est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 208 i. p., *relative à l'attribution de bourses d'enseignement à l'Ecole Centrale.*

(Du 26 mars 1934).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 1931, réorganisant l'attribution des bourses et allocations scolaires ;

Vu la décision 921 i. p., du 18 novembre 1932, fixant le prix de la pension à l'Ecole Centrale ;

Vu l'arrêté du 18 mars 1933, concernant l'année scolaire ;

Vu la décision 511 i. p., du 3 août 1933, prolongeant la durée des bourses en cours ;

Vu la décision du 26 février 1934, fixant la date de la rentrée des classes ;

Vu le procès-verbal du concours des bourses de l'Ecole Centrale, en date du 18 décembre 1933 ;

Vu le procès-verbal de la réunion tenue le 28 février 1934, par la Commission d'octroi des bourses locales d'enseignement ;

Vu les prévisions budgétaires,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — a) Une bourse entière d'enseignement est accordée à compter du 19 février 1934, à chacun des enfants dont les noms suivent qui ont subi avec succès les épreuves du concours des bourses de l'Ecole Centrale :

Garçons :

Krauser, Siméon.	Terorotua, Henri.
Lagarde, Félix.	Deane, Henri.
Garet, Léon.	Vahirua, Teira.
Moe, René.	

Filles :

Garbutt, Emilie.	Bessert, Vaite.
Teihoarii, Tapeta.	Teriitehau, Simone.

b) Une demi-bourse d'enseignement est accordée à compter du 19 février 1934, à chacun des enfants dont les noms suivent qui ont été admis au concours des bourses de l'Ecole Centrale :

Garçons :

Bredin, Francis. Varney, Benjamin.

Filles :

Amaru, Patua. Teuinatua, Fydra.

c) Est prolongée pendant la durée de l'année scolaire en cours la bourse entière dont bénéficient les élèves ci-après désignés :

Garçons :

Lichtlé, Joseph. Ellacott, Anthony.
Pihaatae, Timi. Tahutini, Georges.
Tu a Teanini, Tihoti. Viriamu, Faréviriamu.
Marurai, Auguste. Moorua, Ronoauerehu.
Picard, Clément. Florès, Nicolas.
Tapu, Raituia. Carlson, Marie-Joseph.
Sanquer, Nicolas. Helme, Charles.
Temarii, Lucien.

Filles :

Harry, Williams, Stella. Teave, Tetuahutia.
Fuller, Germaine. Hurautia, Timerii.
Garbutt, Edith. Tamarii, Ariivahine.
Haereraaroa, Stella. Teinaore, Teriitaria.
Onuatahito, Germaine. Voirin, Marie.
Chabain, Juliette. Roita, Tumarae.
Terorotua, Turere. Paia, Taea.
Garet, Marie-Louise. Hamblin, Eliane.

d). Est prolongée pendant la durée de l'année scolaire en cours la demi-bourse dont bénéficient les élèves ci-après désignés :

Garçons :

Raoulx, Roger. Tau, Félix.

Filles :

Sarciaux, Florienne. Bryant, Flora.

e) Sont transformées en demi-bourse d'externat valable pour la durée de l'année scolaire en cours la bourse dont bénéficiaient les enfants ci-après désignés :

Colombani, Benjamin. Colombani, Pierre.
Moe, Juana.

f) Sont maintenues les bourses entières et demi-bourses précédemment accordées aux élèves ci-après désignés :

1^o Bourses entières*Garçons :*

Tetoofa, Nicolas. Raihauti, Vivirau.
Tapao, Tinomana.

Filles :

Aro, Cécilia. Teihoarii, Teraiharuru.
Farauru, Natupuai. Frogier, Mathilde.
Terai, Isabelle. Terii, Madeleine.
Roapamoa, Odile.

2^o Demi-Bourses

Leboucher, Roland. Wolher, Marcelle.

Art. 2.— Aucune bourse ou fraction de bourse à l'Ecole Centrale n'est maintenue en dehors de celles qui figurent sur la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

DÉCISION n° 213 s.g., portant suspension pour une année du permis de conduire les véhicules automobiles du sieur Ofa a Tumataaroa.

Du 26 mars 1934.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le rapport de Police en date du 7 mars 1933, relatif à un accident causé, le 4 du même mois, par le chauffeur Ofa a Tumataaroa ;

Vu l'article 33 de l'arrêté local du 9 juin 1933, portant réglementation sur la circulation routière ;

Sur la proposition du Contrôleur de la Police et avis conforme du Secrétaire Général du Gouvernement,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Est prononcée pour une année la suspension du permis de conduire les véhicules automobiles dont est titulaire le sieur Ofa a Tumataaroa ;

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, notifiée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mars 1934.

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ autorisant la formation d'une association agricole à Tautira.

Par arrêté du Gouverneur, en date du 26 mars 1934, est autorisée la formation, à Tautira, d'une association agricole dite "Mairenuu", conformément aux statuts annexés au présent arrêté.

La présente autorisation demeure essentiellement révocable.

Le Gouverneur,

L. MONTAGNÉ.

ARRÊTÉ autorisant la formation d'une association agricole à Vairao.

Par arrêté du Gouverneur, en date du 26 mars 1934, est autorisée la formation, à Vairao, d'une association agricole dite "Potii", conformément aux statuts annexés au présent arrêté.

La présente autorisation demeure essentiellement révocable.

Le Gouverneur,

L. MONTAGNÉ.

EXTRAITS**Pensions, nominations, mutations, congés, etc.****Affaires administratives.**

Par arrêté n° 209 du 26 mars 1934.

Le nommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Barbos Valentin condamné par jugement du tribunal correction-

nel de Papeete en date du 25 avril 1933 à 4 mois de prison pour abus de confiance.

Par arrêté n° 210 du 26 mars 1934.

Le nommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Ripo a Riaria condamné par jugement du tribunal de 1^{re} instance de Papeete en juillet et août 1933 à 4 mois de prison pour détention d'opium.

Cabinet.

Par décision n° 174 du 16 mars 1934.

Par voie de régularisation M. Otirieura a Tauaea est nommé agent distributeur du courrier postal à Faaone, sous-district de Hitiaa, pour compter du 28 octobre 1933.

Par décision n° 183 du 19 mars 1934.

Une permission d'absence de trente jours pour affaires personnelles est accordée pour compter du 25 mars 1934 à M. Mollon (Robert) Commis principal de 3^e classe des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Par décision n° 193 du 26 mars 1934.

Un blâme avec inscription au dossier est infligé à M^{me} Simon (Mary) dame-employée de 2^e classe des Postes et Télégraphes pour négligences dans l'exercice de ses fonctions.

Par arrêté n° 201 du 26 mars 1934.

M. Tairitia a Rere est nommé Président de 2^e classe du conseil de district de Haapiti (Moorea) pour compter du 16 mars 1934.

Par arrêté n° 202 du 26 mars 1934.

M. Urarama a Teraitetia est nommé Président de 2^e classe du conseil de district de Papetoai (Moorea) à compter du 16 mars 1934.

Par voie de régularisation, il sera mandaté au profit de M. Urarama a Teraitetia, une indemnité calculée sur le taux annuel de 4.400 francs à compter du 1^{er} septembre 1933 jusqu'au 15 mars 1934 inclus pour les fonctions de Président de conseil de district qu'il a assurées provisoirement pendant ladite période.

Par arrêté n° 203 du 26 mars 1934.

M. Tauniua a Pihatarioré, Président du conseil de district à titre provisoire, est nommé Président de 2^e classe du conseil de district d'Arue pour compter du 16 mars 1934.

Par décision n° 205 du 26 mars 1934.

La décision n° 47 c en date du 10 septembre 1930 nommant la dame Tamarii, Thérèse, fille de service à la Résidence de Taiohae (Marquises Nord) est rapportée.

La dame Teanituatini Otomimi est nommée fille de service à la Résidence de Taiohae (Marquises Nord).

Douanes et Contributions.

Par décision n° 184 du 19 mars 1934.

M. Guého (Raymond) Commis auxiliaire principal du Secrétariat Général, Peseur juré est chargé pendant l'année 1934 de la vérification des poids et mesures à Tahiti et Moorea.

Avant d'entrer en fonction, M. Guého prêtera le serment voulu par la loi.

Enseignement.

Par décision n° 188 du 21 mars 1934.

M^{me} Degage (Blanche), institutrice suppléante chargée de l'école de Teahupoo est affectée en qualité d'adjointe à l'école de Punaauia.

M. Manate (Pierre), instituteur de 5^e classe du cadre local, adjoint à l'école de Punaauia est affecté à l'école d'Avera (Raïatea).

M. Teharura (Hiuraitua), instituteur de 5^e classe du cadre local, adjoint à l'école de Paea, est affecté à l'école de Teahupoo.

M. Pito (Paul), instituteur stagiaire, directeur de l'école de Tiva (Tahaa), est affecté à l'école de Haamene (Tahaa).

M^{me} Garnier (Anna), institutrice suppléante à l'école de Vaitoare (Tahaa) est affectée à l'école de Tiva (Tahaa) dont elle prendra la direction.

M. Dehors (Pierre), pourvu du brevet local, est nommé instituteur suppléant et affecté à l'école de Vaitoare (Tahaa).

Santé.

Par décision n° 190 du 23 mars 1934.

Le Médecin-capitaine des Troupes coloniales Dias-Cavaroni est affecté au service général de l'Hôpital de Papeete à compter du 17 mars 1934.

Par décision n° 191 du 23 mars 1934.

Le Médecin-capitaine Castets des Troupes coloniales est affecté au service de l'assistance médicale à Taravao (secteur Paea-Tiarei) à compter du 17 mars 1934 en remplacement du Docteur Rollin partant en congé administratif.

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommode.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, une enquête de *commodo* et *incommode* est ouverte au Secrétariat Général pendant un mois à compter du 20 mars 1934, sur une demande formulée par M. Henri Nimau, mécanicien, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer son atelier de mécanique forge et soudure autogène dont les machine-outils seraient mues par un moteur à combustion sur le terrain sis à Papeete et situé à l'angle des rues du Marché et Clappier.

L'enquête sera close le 20 avril 1934 à 17 heures.

M. Thirel, Marcel, agent auxiliaire des Travaux Publics est désigné comme commissaire enquêteur.

Papeete, le 16 mars 1934.

Le Gouverneur,

L. MONTAGNÉ.

TRÉSORERIE DE TAHITI

Avis de Concours pour l'emploi de Commis de 4^{me} classe de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie.

Un concours pour l'emploi de Commis de 4^{me} classe de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie, aura lieu à Papeete le *Lundi 10 décembre 1934*.

Le nombre de places mises au concours est fixé à DEUX.

Le traitement afférent à cet emploi, d'après les textes en vigueur actuellement, est fixé ainsi qu'il suit :

- | | |
|---|----------|
| 1 ^{re}) Solde de grade..... | 10.500 » |
| 2 ^o) Un supplément colonial de 7/10 de la solde de grade. | |

- 3^o) Le cas échéant une indemnité de charge de famille qui est de 660 frs pour le 1^{er} enfant ;
960 frs pour le 2^{me} enfant ;
1.560 frs pour le 3^{me} enfant ;
1.920 frs pour le 4^{me} enfant
et les suivants.

Cette indemnité est abondée du supplément colonial pendant le séjour à la Colonie.

Les candidats, qui devront être âgés de plus de 21 ans et de moins de 30 ans le 1^{er} janvier 1934 (Décret du 30 janvier 1930) majorés de la durée des Services Militaires trouveront au *Journal officiel* de la Colonie du 16 mars 1931, l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant le programme, les conditions du concours et les pièces à produire pour être admis à concourir.

Tous renseignements complémentaires leur seront donnés à la Trésorerie de Papeete (Bureau du Fondé de Pouvoirs).

La liste des candidats admis à concourir sera définitivement arrêtée le 9 novembre 1934 au plus tard.

Le Trésorier Payeur,
J. LIAUZUN.

VU ET APPROUVÉ :
Le Gouverneur,
L. MONTAGNÉ.

AVIS

MM. les exportateurs de café sont informés que le taux de la prime à l'exportation du café à répartir au titre du 4^{me} trimestre 1933 est fixé à 2 fr. 10 par kilogramme.

Ils ont un délai de 3 mois, courant du 1^{er} mars 1934, pour demander la liquidation de leur créance.

Les demandes devront être adressées au Gouverneur sous le timbre : Secrétariat Général — 1^{er} Bureau.

AVIS

MM. les exportateurs de bananes sèches sont informés que la prime à l'exportation de la banane est fixée à 0 fr. 75 par kilogramme pour l'année 1933.

Ils ont un délai de trois mois, courant du 1^{er} mars 1934, pour demander la liquidation de leur créance.

Les demandes devront être adressées au Gouverneur sous le timbre : Secrétariat Général — 1^{er} Bureau.

Avis au public

Le public est informé que les demandes d'autorisations de transferts de propriétés à insérer au *Journal officiel* de la Colonie, en exécution du décret du 4 juillet 1932 inséré au *Journal officiel* de la Colonie du 16 août 1932 n° 16 sont payables d'avance.

Aucune demande de cette nature ne sera désormais insérée si elle n'est accompagnée de la somme de quinze francs (15 francs) prix forfaitaire fixé pour chaque annonce.

Cette mesure sera applicable à partir du 1^{er} avril 1934.

DEMANDES DE VENTES

M. Albin Gauthier, demeurant à Neuilly Plaisance (Seine) demande l'autorisation de poursuivre la vente sur saisie des droits indivis de propriété de M. Chong Yock Moe, n° 3364, demeurant à Uturoa, sur la terre Haauruhaaiteaoa, sise à Hotopu, Opoa, Raiatea.

M^e L. Brault exécuteur testamentaire de M. W. N. Armstrong, demande l'autorisation de faire vendre sur saisie au préjudice de M. et M^{me} Nicolas Tuhiwa, demeurant à Papeete, la parcelle 7 bis des terrains de la Mission à Papeete avec maison, dépendances et un hangar.

M. Auariki a Tuanoa demeurant à Punaauia, demande l'autorisation de vendre ses droits indivis de propriété dans la terre Purima I, sise au dit district, à M^{me} Maeva a Mairahi.

M. Paul Rouaud demeurant à Faaa, demande l'autorisation d'acheter à M^{les} Teuri, Teihotu, Tetua Tiaore et M. Tuiatua a Teriiti tous demeurant à Auae, Faaa la terre Tuaera 3 sise à Punaauia.

M. Jean Malardé demande l'autorisation de vendre à M^{me} Achon a Tetiarahi la parcelle n° 6 de la terre Auae sise au district de Faaa.

M. Jean Malardé, demande l'autorisation de vendre à M. Guilpain, les parcelles n°s 4 et 5 de la terre Auae sise au district de Faaa.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Par licitation.

Le **Vendredi, 27 avril 1934**, à 8 heures du matin, au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, l'immeuble ci-après désigné :

Aux requête, poursuite et diligence de M. Jean Simon, Syndic de la faillite du sieur Chin On n° 1045, demeurant à Papeete,

Ayant M^e L. Sigogne pour Défenseur,

Contre : 1^o M. Teehu a Varua a Tahateata a Pou, propriétaire, demeurant à Papara ;

2^o M^{me} Pii a Ahupii, veuve du sieur Teheiuira a Varua a Tahateata a Pou, prise tant en son nom personnel que comme tutrice de ses enfants mineurs : Teheiuira a Pou et Matai a Pou, demeurant à Papara ;

3^o M. A. Faugerat, pris en sa qualité de Curateur aux biens et successions vacants, pour représenter :

1^o Les enfants ci-après de la défunte dame Faatoeurataumatini a Varua a Tahateata a Pou, savoir : M. Mataihau, M. Huriari et M. Terii a Faatoeurataumatini a Varua, sans résidence ni domicile connus ;

2° Les héritiers inconnus de Ruaaha a Aitae, qui n'auraient pas encore vendu leurs droits au sieur Chin On, n° 1045.

En exécution d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 12 janvier 1934, enregistré et signifié.

Désignation des biens à vendre:

LOT UNIQUE:

Terre "MOTURAU"

Cette terre, sise au district d'Opoa, ile Raiatea, (plan n° 120 du Cadastre d'Opoa) d'une superficie de 56 hectares, 50 ares, 80 centiares, est bornée: au Sud, par la mer où elle mesure 690 mètres; à l'Est, par la terre Hapapara, où elle mesure, en ligne brisée 1878 mètres et à l'Ouest par la terre Haape, où elle mesure, en ligne brisée 1519 mètres.

Sur cette terre existent:

1° Une maison d'habitation en bois et tôle, mesurant 8 mètres sur 6 mètres, dont le rez de chaussée cimenté sert de séchoir et de salle à manger. L'étage sert d'habitation;

2° Une plantation de 1850 cocotiers dont 1100 en rapport, 600 de 3 ans et 150 de 2 ans;

3° Un troupeau comprenant 2 bœufs, 1 taureau, 6 vaches et 3 veaux;

4° Une plate en bois.

Le Cahier des Charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux, le 28 février 1934.

Mise à prix:

La mise à prix a été fixée, par le jugement précité du 12 janvier 1934, comme suit:

LOT UNIQUE: Dix mille francs, ci.. 10.000 »

Fait et rédigé à Papeete, par M^e L. Sigogne, Défenseur poursuivant, le 1^{er} mars 1934.

L. SIGOGNE, Défenseur.

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE

SUR LICITATION APRÈS SURENCHÈRE DU SIXIÈME

Au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete en deux lots des terres "Aranuanua" et "Tupabuatii" sises au district de Pueu.

L'ADJUDICATION AURA LIEU

Le Vendredi 27 Avril 1934

à 8 heures du matin.

Aux requête, poursuites et diligences de M^{lle} Gabrielle Frogier, propriétaire, demeurant à Papeete.

Pour laquelle domicile est élu, rue Bréa, en l'étude de M^e H. Hoppenstedt, Défenseur.

En présence de:

1°) Monsieur Punuarui a Urarii, propriétaire, demeurant au district de Pueu.

2°) Monsieur Hiroteriipapera a Urarii, propriétaire, demeurant au district de Pueu.

3°) Monsieur Paiatua a Urarii, propriétaire, demeurant au district de Pueu.

4°) Monsieur Pouroto a Maufene, propriétaire, demeurant au district de Pueu.

5°) Monsieur Tehéiura a Maufene, propriétaire, demeurant au district de Pueu.

Appelés aux présentes en leur qualité d'héritiers de leur frère Tuhaamaruafaauiui a Maufene, décédé après l'introduction de la présente instance.

6°) Madame Annette Colombel, propriétaire, demeurant à Papeete, appelée aux présentes, en sa qualité de tutrice dative des mineurs Léon Huitoofoa et Aumai a Aumai.

7°) Madame Pepe a Teotahi, Veuve Hinatea a Aumai, propriétaire, demeurant au district de Pueu, appelée aux présentes, tant en sa qualité de commune en biens avec son défunt époux qu'en sa qualité de tutrice naturelle et légale de sa fille mineure Agnès issue de ses œuvres avec ledit sieur Hinatea a Aumai.

En exécution:

1° D'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt cinq novembre 1932, enregistré et signifié, ordonnant vente par licitation des terres sus-mentionnées;

2° D'un jugement du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete du vingt trois mars 1934 validant la surenchère faite par Monsieur Paiatua a Urarii selon acte du greffe du 12 du même mois, enregistré.

Désignation.

Les terres "Aranuanua" et "Tupabuatii" sises au district de Pueu sont bornées ainsi qu'il suit:

La première: du côté de la mer par la mer, du côté de l'intérieur par les terres "Vaiumete" et "Atumahoe", du côté du district de Tautira par les terres "Tauraapirae" et "Tepumaroura", du côté du district d'Afaahiti par la terre "Tupabuatii". Elle s'étend sur une superficie de cinquante huit ares 36 centiares environ en plaine; elle est marécageuse, plantée d'environ 50 cocotiers et est traversée par la route de ceinture.

La seconde: du côté de la mer par la mer, du côté de l'intérieur par la terre "Uruvera" du côté du district de Tautira par la terre "Aranuanua", du côté du district d'Afaahiti par la terre "Tiaraa-moarii". Elle s'étend sur une superficie d'un hectare 27 ares, 20 centiares environ dont moitié en marais et montagne inculte, elle est plantée d'environ 60 cocotiers et est traversée par la route de ceinture.

Le cahier des charges pour parvenir à la présente vente a été déposé au greffe des Tribunaux, conformément à la loi.

Mises à prix:

Outre les clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur les mises à prix fixées par le jugement précité du 23 mars 1934 comme suit:

Terre "Aranuanua" Deux mille neuf cent dix-sept francs, ci..... 2.917 »

Terre "Tupabuatii" Trois mille trente-quatre francs, ci..... 3.034 »

Fait et rédigé par M^e H. Hoppenstedt, Défenseur poursuivant à Papeete, le 23 mars 1934.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

BANQUE DE L'INDOCHINE

S.A. au Capital de 120.000.000 de frs
Siège Social 96 Bould. Haussmann, Paris 8^e
R.C. Seine 13.924.

Le Conseil d'Administration à l'honneur d'informer MM. les actionnaires qu'ils sont convoqués conformément à l'art. 40 des statuts le 30 mai à 10 heures à la Salle des Agriculteurs de France, 8 rue d'Athènes, Paris, en assemblée générale ordinaire, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 1933, fixer le dividende et délibérer sur les questions à l'ordre du jour.

LA MAISON DES COLONIAUX DE VITTEL

D'accord avec le **Ministère des Colonies**, est ouverte, du 20 Mai au 25 Septembre, une **Maison des Coloniaux**, où sont reçus et traités, à des conditions spéciales, tous les fonctionnaires civils et militaires des Colonies envoyés officiellement par le Conseil Supérieur de Santé des Colonies ou les Commissions de Rapatriement.

Par ces deux sources : la "**Grande Source**" et la "**Source Hepar**", les seules à **VITTEL** déclarées d'intérêt public, c'est toute la médication des maladies coloniales d'origine arthritique et hépatique que **Vittel** offre à tous ceux qu'un séjour prolongé aux Colonies rend justiciables de sa cure.

La remarquable fraîcheur du climat vosgien, son action à la fois sédative et tonique, l'altitude moyenne de la région font de **Vittel** la station idéale pour les Coloniaux qui, en y soignant leurs reins et leur foie, y trouveront le repos, le calme, le sommeil et l'appétit nécessaires pour revigorer leur organisme fatigué.

Renseignements et brochure gratuite sur demande à Société Générale des Eaux Minérales de VITTEL (Vosges-France) (Service C. 45).

ECOLE DE MUSIQUE

Monsieur J. M. Prokop, professeur de violon ancien élève du P^r Wünsche, du Conservatoire de Prague annonce que les cours pour la deuxième année d'études musicales, reprendront à partir du premier avril 1934.

Cours pour les débutants dès l'âge de 6 ans.

Cours spéciaux pour les élèves plus avancés.

Enseignement de chant, solfège, mandoline.

Réparation de violons - Accordage de pianos.

Pour renseignements : J. Prokop, S^{te} Amélie.

Fonctionnaires Coloniaux qui rentrez en France...

Venez vous reposer, vous désintoxiquer et vous soigner à

VITTEL

La fraîche station thermale des Vosges qui guérit les **REINS** et le **FOIE**.

Toutes les distractions des Villes d'Eaux dans le plus beau décor thermal de France.

Saison du

20 Mai au 25 Septembre

MIDI, 7 HEURES L'HEURE DU BERGER

GRANDE SOURCE || SOURCE HEPAR

Les deux seules à **VITTEL** déclarées d'intérêt public.

ACTION ELECTIVE SUR

Le Rein

Goutte.
Gravelle.
Diabète.

Les Voies Biliaires

Coliques hépatiques.
Congestions du Foie.
Lithiase biliaire.

SAISON 20 MAI — 25 SEPTEMBRE.

Brochure gratuite sur demande à Société Générale des Eaux Minérales de **VITTEL** (Vosges—France) (Service C. 45.)

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

CALENDRIER POUR 1934

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

TAHITI ET SES ARCHIPELS

PRIX BROCHÉ : 12 francs.

STATION
de HAMUTA à PIRAE
(TAHITI)

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

Latitude 17° 31' 40" S

Longitude 149° 32' 35" W

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Résumé mensuel des observations du mois de janvier 1934.

DATE	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE en millibars corrigé à 0° 1000 +				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millim. de mercure, heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. ce jour à 7 h. demain	INSOLATION	ÉVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8. vitesse en m/sec.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M + m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	7 H		12 H		17 H	
				m	M	m	M											direction	vitesse	direction	vitesse	direction	vitesse
1	21.4	30.1	25.8	13.4	15.4	12.1	16.7	45	91	....	....	....	»	....	3.8			»				»
2	20.7	30.5	25.6	13.0	15.3	13.1	16.1	34	92	10.3	18.0	18.8	8.1	....	4.1			0	E	7		0
3	20.9	30.4	25.6	14.1	15.0	12.1	16.2	48	94	15.3	13.8	14.2	23.6	....	2.0			0	E	7	W	3
4	20.1	29.5	24.8	14.1	16.2	11.0	14.7	43	92	16.4	16.4	....	G	....	3.6			0	E	9	W	3
5	20.5	31.4	25.9	13.0	14.3	10.9	13.4	51	82	....	....	....	G	....	3.8			0	»	»		0
6	....	....	....	11.8	13.5	10.1	12.9	..	89	....	....	....	30.5	....	1.1			»	»	»		0
7	29.0	11.5	13.4	09.7	15.3	49	91	20.3	17.2	16.7	»	1.7			E	13	E	13	E	13
8	22.4	26.6	24.5	12.2	13.5	12.1	15.8	64	92	17.7	15.6	14.2	25.2	2.0			E	11	E	5	E	3
9	21.0	28.7	24.9	13.1	14.3	10.7	14.5	51	88	10.6	18.4	18.4	»	....	4.5			0	0	0		0
10	21.1	30.0	25.6	12.3	13.9	11.4	14.7	54	84	15.5	18.5	17.9	»	....	4.6			»	»	»	W	3
11	23.0	30.1	26.5	13.1	14.6	12.1	15.9	44	82	12.4	18.9	20.3	»	....	2.7			»	»	»	E	3
12	22.0	30.2	26.1	13.9	14.3	12.5	17.1	39	88	14.1	22.0	21.5	23.2	....	2.7			0	E	5	N-E	3
13	20.4	29.8	25.1	14.5	15.8	12.3	15.0	42	87	11.9	18.2	18.2	1.6	....	3.6			0	E	4		0
14	22.9	31.5	27.2	12.3	13.8	10.5	13.8	44	80	11.9	17.0	20.8	0.6	....	2.7			»	»	»		»
15	22.0	29.9	25.9	11.9	13.3	10.7	15.3	46	83	13.9	24.3	16.8	1.2	....	3.9			»	»	»		»
16	21.9	30.9	26.4	12.9	14.3	11.5	15.0	44	81	11.3	16.9	16.3	G	....	3.8			0	E	13	E	11
17	22.4	31.9	27.2	13.7	15.3	12.3	13.9	46	83	10.7	21.0	14.9	G	3.4			E	3	E	5	E	7
18	22.4	32.1	27.3	13.4	15.4	11.5	13.4	45	87	10.8	16.9	16.6	G	....	3.5			0	E	11	E	7
19	22.5	31.9	27.2	13.7	15.5	11.9	15.5	..	81	12.8	....	....	0.3	....	3.2			0	E	5	E	1
20	22.2	31.4	26.8	14.3	16.2	12.6	16.2	44	87	15.5	15.4	16.8	3.7	....	3.6			0	E	11	E	9
21	21.3	31.3	26.3	14.1	15.9	12.6	15.8	46	86	10.9	19.9	18.6	4.9	....	3.0			0	E	7	E	1
22	21.7	31.9	26.8	13.9	14.6	10.3	13.1	40	83	15.5	14.0	17.9	1.1	....	2.5			0	»	»		0
23	21.5	30.2	25.8	11.5	14.3	11.0	13.5	52	91	16.8	16.7	18.6	21.2	....	2.6			0	W	3	E	16
24	20.4	30.7	25.6	11.4	13.4	10.1	12.6	44	84	13.6	17.3	19.2	0.5	....	1.6			0	W	3		0
25	21.1	29.2	25.1	11.3	14.1	11.1	13.8	61	90	16.9	25.9	18.5	61.1	....	1.9			0	W	7		0
26	22.1	28.3	25.2	11.5	13.1	09.9	12.5	60	89	16.7	....	15.7	1.6	....	1.0			0	W	11		0
27	21.1	29.6	25.4	10.5	11.9	09.1	12.3	45	81	14.0	16.1	13.9	»	....	1.5			0	»	»	E	1
28	21.4	31.9	26.6	11.0	12.3	09.7	13.7	50	84	14.9	....	20.5	2.2	....	2.7			»	»	»		»
29	21.6	30.1	25.8	11.7	12.6	10.5	13.7	50	83	16.6	20.5	18.8	»	....	2.3			0	»	»		»
30	21.2	30.9	26.1	12.3	13.5	10.3	14.7	..	81	13.3	....	....	»	....	2.3			»	»	»		»
31	21.4	31.0	26.2	12.9	14.3	11.8	15.0	51	..	12.8	20.6	....	6.2	....	1.5			0	N-E	9	E	3
Total.	604.6	911.0	743.3	394.3	441.3	347.5	454.1	1.332	2.348	393.4	423.1	421.1	216.8	87.2			NOMBRE DE JOURS DE					
Moyenne	20.8	30.3	25.6	12.7	14.2	11.2	14.6	47.5	78.2	14.0	18.3	17.6	»	2.8			Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		18	7	5	7	..	5

Résumé des Observations Météorologiques du mois de janvier 1934 (suite).

DATES	HAMUTA à PIRAE (TAHITI) (SUITE)				PAPÉARI (TAHITI)	UTUROA (ILE RAIATEA) M. Jurd observateur					TUBUAI M. SÉVENIER Observateur — Pluie en millimètres	OBSERVATIONS	
	NÉBULOSITÉ					Pluie en millimètres	TEMPÉRATURE EN degrés centigrades			Pluie en millimètres			Évaporation
	Maximum		Minimum				Minimum m	Maximum M	Moyenne 1/2 (M+m)				
	Valeur	Heure	Valeur	Heure									
1		Gr. 22 h.	2.0	22.8	31.0	26.9	2.6	2.7	43.4	<p>Vent au sol : HAMUTA : Sur 69 observations du vent au sol, la direction a été 2 fois NE; 30 fois E; 7 fois W; 30 fois calme.</p> <p>La vitesse a été 49 fois inférieure à 5 mètres par seconde; 10 fois comprise entre 5 et 10; 9 fois comprise entre 10 et 15; 1 fois supérieure à 15.</p> <p>UTUROA : Sur 57 observations du vent au sol la direction a été 2 fois N; 3 fois NE; 44 fois E; 1 fois SE; 2 fois S; 1 fois W; 7 fois calme.</p> <p>La vitesse a été 37 fois inférieure à 5 mètres par seconde; 19 fois comprise entre 5 et 10; 1 fois comprise entre 10 et 15 (observations faites à 7 et 16 heures.)</p> <p>TUBUAI : Sur 87 observations du vent au sol, la direction a été 2 fois NE; 18 fois E; 22 fois SE; 4 fois S; 41 fois calme.</p> <p>La vitesse a été 76 fois inférieure à 5 mètres par seconde; 10 fois comprise entre 5 et 10; 1 fois comprise entre 10 et 15. (observations faites à 7, 12 et 16 heures.)</p> <p>Nébulosité moyenne : UTUROA : 5,4 à 7 h; 5,8 à 16 h.</p> <p>TUBUAI : 2,1 à 7 h; 3,1 à 12 h; 3,5 à 16 h.</p>
2	10	12, 16	1	7	Pluie 14, 16 h.	»	22.8	31.0	26.9	5.6	2.8	»	
3	8	14	Tr	7	Rosée. Pluie. Grain 19 h.	24.7	22.3	30.1	26.2	6.5	2.1	»	
4	3	16	Tr	7	Grain, Gr. 5 h. (10,4 ^{mm}) (12,5).	»	22.2	29.7	25.9	4.9	3.3	»	
5	10	16	Tr	7	Ton. SW 15 h. Gr. 15 h. 30, 16 h.	»	22.0	30.4	26.2	1.1	2.9	29.5	
6	10	7 à 15	9	16	Grain, averse toute la journée.	2.7	24.0	31.0	27.5	G	2.5	»	
7	4	17	2	7	Eclairs au soir.	11.8	23.1	30.0	26.6	5.7	2.8	10.6	
8	10	16	8	7	Grains, Pluie toute la journée.	45.2	23.1	29.7	26.4	23.1	3.0	2.6	
9	10	14	1	7	Rosée.	4.3	22.5	30.1	26.3	G	3.2	3.4	
10	4	16	1	7	Rosée.	19.8	23.5	30.2	26.8	G	4.0	»	
11	Tr	..	Tr	..	..	5.8	25.5	31.0	28.3	»	4.0	»
12	10	12	Tr	7	Pl. 12 h, 15 h, 22. T. 12 h. gr. 11, 12, 30, 23 h.	8.5	25.5	32.0	28.7	19.7	3	»	
13	10	16	1	7	Pluie à 16 h.	1.1	22.2	28.9	25.5	28.7	2.1	»	
14	1		1		P. nt 14 au 15, éc. NW. 17 h. éc. Es.	2.9	22.2	30.2	26.2	8.5	2.7	»	
15	9	13	2	7	Pluie 13 h.	»	23.1	31.0	27.0	G	2.8	2.6	
16	2	14, 16	Tr	7	Grain.	»	25.0	31.0	28.0	G	3.1	10.4	
17	6	16	Tr	7	Grain.	2.8	25.1	31.3	28.2	»	3.3	»	
18	9	20	Tr	7	Grain. 20 h. tonnerre éclairs N soir.	5.4	25.0	31.1	28.1	5.2	3.0	3.8	
19	1		Tr	14	Pl. nuit 19 au 20. Tonnerre 8 h.	0.4	23.0	31.0	27.0	9.1	3.6	»	
20	10	16	8	7, 12,	P. 9, 12, 20 h. t. e. 19 au 20, 20, 22. gr. 21 h.	7.2	23.3	31.3	27.3	G	3.3	»	
21	10	12	2	7	P. 12, 13, 19 h. t. 18 h. ton. ecl. NE 18 h. 30.	8.5	25.4	30.8	28.1	3.1	3.0	»	
22	10	16	2	7	Pl. nuit 22 au 23. Eclairs 17 h. soir.	1.2	24.8	31.0	27.9	7.0	3.0	»	
23	10	13, 16, 17	8	7	P. 6 h 30, 13, 16. t. 6 h. t. 6. 13 h. t. 15 h 3, g. 13.	7.6	22.9	30.1	26.5	»	3.0	0.4	
24	10	16	1	7	Pluie 13 h. Eclairs soir.	0.7	24.4	30.2	27.3	»	2.0	3.6	
25	10		10		P. 8 à 10. 12 h 30 à 15 h 30 gr. 13	5.9	22.7	31.3	27.0	51.5	1.5	1.1	
26	10	7 à 19	8	21	Pl. 7 h, 14 h. Ecl. N 22 h.	11.1	21.2	27.0	24.1	14.0	0.7	5.8	
27	10		10		»	»	22.2	26.2	24.2	29.8	1.0	»	
28	..		..		Pluie.	»	21.8	30.9	26.3	»	2.4	»
29	10		10		»	»	23.0	30.5	26.8	»	1.7	»	
30	..		..		»	»	22.2	30.8	26.4	5.5	1.5	»
31	8	7, 16	3	14	Pluie 16 h. 30.	14.3	22.2	31.6	26.9	11.5	1.6	7.2	
Total	215		88				720.6	942.4	831.5	243.1	81.6	123.8	
moyenne	7,3		3,1				23.2	30.4	26.8		2.6		

(1) Les observations de Papeari sont dues à l'obligeance de M. Harrison W. SMITH.

Le Chef du Service Météorologique,

J. RAVET,

1^{er} AVRIL 1934

JOURNAL OFFICIEL DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

157

